



## ÉDUCATION

Blanquer aborde  
la rentrée l'esprit  
serein **PAGE 9**

# Blanquer aborde la rentrée l'esprit serein

L'année 2018 sera celle  
de la « poursuite et de la consolidation »  
pour le ministre de l'Éducation.

**MARIE-ESTELLE PECH** @MariEstellePech

**ÉDUCATION** C'est à un long exercice d'autosatisfecit que s'est livré Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, lors de la rituelle conférence de presse de rentrée qui s'est tenue mercredi après-midi, rue de Grenelle. Les médias internationaux se penchent avec intérêt, affirme-t-il, sur les réformes éducatives du gouvernement. Surtout sur celle concernant l'interdiction du téléphone portable à l'école et au collège. Cette mesure française a « fait la une des journaux en Allemagne, aux États-Unis, en Espagne cet été car tout le monde s'intéresse à cette question, grand sujet de préoccupation », assure-t-il. Les téléphones ne pourront

plus être utilisés qu'à des fins pédagogiques avec les professeurs et leur confiscation par le corps enseignant sera autorisée. Dans les faits, la majorité des collèges interdisaient déjà l'utilisation du portable dans leur règlement intérieur. Mais la mesure, promise par Emmanuel Macron et votée en juillet par le Parlement, est très populaire...

## Dédoublage de classes de CP

Autre élément de satisfaction, le dédoublement de 4 700 classes de CP et CE1 en

zone d'éducation prioritaire, contre 2 200 l'an dernier. « Voilà la mesure de justice sociale la plus importante que je connaisse ! », a lancé le ministre. Au total 190 000 élèves vont être concernés cette année, 300 000 l'an prochain, affirme-t-il. Blanquer se félicite de la systématisation de l'évaluation, dès cette rentrée, pour les élèves de CP, CE1 et 6<sup>e</sup>. Des évaluations concoctées « par les meilleurs cerveaux », notamment par les membres d'un conseil scientifique présidé par le neuroscientifique Stanislas Dehaene, qui permettront aux professeurs d'identifier les difficultés des élèves dès la rentrée et auxquelles, là encore, les « médias étrangers s'intéressent beaucoup ». Elles participent ainsi « au rayonnement du système scolaire français ». C'est « un de mes devoirs d'enlever le venin d'une angoisse qui n'a pas lieu d'être à leur sujet », poursuit Blanquer, qui devance ainsi les critiques. Car ces tests, déjà mis en place par d'autres ministres, suscitent systématiquement la méfiance d'une partie des professeurs et des parents d'élèves dénonçant une école trop « normative ».

Véritable petite révolution de fond, il promet par ailleurs la création d'une instance d'évaluation des établissements

scolaires au premier semestre 2019. Au programme, contrats d'objectifs pour les écoles avec des gratifications collectives pour les équipes. Le ministre a énoncé son programme de l'année 2018, celle de la « poursuite et de la consolidation » des mesures annoncées depuis son arrivée il y a un an : le plan mercredi, l'extension de « devoirs faits », la réforme du lycée et celle du bac programmée pour 2021...

« Un pays qui va bien est un pays où la confiance est manifeste entre tous, entre les élèves et les professeurs, entre les parents et les professeurs. Un pays qui va bien est un pays qui aime ses professeurs », dit-il encore, réaffirmant sa volonté de modifier la formation des enseignants et de donner 1 000 euros de prime à ceux qui exercent en REP+. Cette année verra aussi la plupart des écoles revenir à la semaine de quatre jours, effaçant ainsi l'une des mesures éducatives phares de François Hollande : 85 % des communes adopteront ce rythme. Peu après son arrivée au ministère, il avait donné aux maires cette « liberté nouvelle », dont ils se sont emparés massivement. Notamment parce que l'abandon de cette demi-journée leur coûte moins cher. ■



Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lors de sa conférence de presse, mercredi, à Paris. J. C. MARMARA/LE FIGARO